

# La gouvernance des normes comptables: entre convergence et conflits normatifs

UBFC



UNIVERSITÉ  
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ



Colloque interdisciplinaire « Moins-disant ou mieux disant normatif dans les échanges internationaux », Bordeaux 28 et 29 Septembre 2023

## PLAN:

La convergence des normes comptables, une réalité avec des nuances

Une information normalisée peu informative

Les dimensions spatiales et temporelles

Les béances de la normalisation comptable

Les logiques normatives en jeu

Conclusion

# La convergence des normes comptables, une réalité, IFRS Accounting Standards

- 160 of the 168 jurisdictions have a commitment
  - 146 jurisdictions require
    - for all or most domestic publicly accountable entities (listed companies and financial institutions) in their capital markets.
  - 13 jurisdictions permit, rather than require
    - Belize, Bermuda, Cayman Islands, Guatemala, Honduras, Japan, Madagascar, Nicaragua, Panama, Paraguay, Suriname, Switzerland, Timor-Leste;
  - One jurisdiction requires for financial institutions but not listed companies:
    - Iraq;
- 8 of the 168:
  - One jurisdiction is converging its national standards substantially (but not entirely):
    - Indonesia;
  - Seven jurisdictions use national or regional standards:
    - Bolivia, China, Egypt, India, Macao SAR, **United States**, Vietnam.
- Source: <https://www.ifrs.org/use-around-the-world/use-of-ifrs-standards-by-jurisdiction/#analysis-of-the-168-profiles>

# Une réalité avec des nuances

- *The 146 jurisdictions that require IFRS Accounting Standards for all or most domestic publicly accountable entities include*
  - *19 that have no stock exchange but that require IFRS Accounting Standards for all financial institution*
  - *Afghanistan, Angola, Belize, Brunei, Cameroon, Central African Republic, Chad, Comoros, Democratic Republic of Congo, Equatorial Guinea, Ethiopia Gabon, Gambia, Guinea, Kosovo, Lesotho, Liberia, Republic of the Congo, Yemen.*
- *37 juridictions africaines sur 39 ont adopté les IFRS*

# Une information normalisée peu informative pour les parties prenantes non financières

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>2022</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>4</b>	<b>46 391</b>
Coûts des biens et services vendus		(37 145)
Frais de recherche et développement	10-A	(2 125)
Frais généraux et commerciaux		(4 526)
Autres produits et charges d'exploitation	6	(379)
<i>Autres produits d'exploitation</i>		425
<i>Autres charges d'exploitation</i>		(804)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>2 216</b>

Source: comptes consolidés Renault 2022 p.3

- Une information centrée sur le capital
  - Flux financiers
    - Rentabilité (performance commerciale: effet prix, effet volume)
    - Variation de trésorerie (priorité de la ressource financière)
  - Occultant le processus opérationnel
    - Distinction capital / travail
    - Distinction interne (intégration) / externe (sous-traitance)

# Une information qui ne permet pas de conclure

- Chiffres clés:

- capitaux propres: 199 M€
  - total bilan: 693 M€, dont passifs non courants 177 M€
- Chiffre d'affaires: 608 M€
  - Résultat net: perte de 15 M€

Haulotte, comptes consolidés 2022, p.3 et 4

- Faits marquants de l'exercice

- Dans un marché mondial qui atteint son plus haut niveau **en 2022**, en croissance sur l'ensemble des zones, le Groupe a été confronté tout au long de l'année à des **difficultés** persistantes **d'approvisionnement** de composants, à une hausse des **coûts énergétiques** et de transports et à des **perturbations** fortes des chaînes **logistiques**, conséquences de la crise sanitaire et du conflit ukrainien.
- Cependant, le Groupe ne sera pas en mesure de respecter ses ratios financiers contractuels **en juin 2023**, ce qui, aux termes des accords de Crédit Syndiqué et du PGE, **pourrait conduire les prêteurs à rendre exigible ces financements**.

Haulotte, comptes consolidés 2022, p.10

Cf. parallèle avec situation Lehman Brothers 2007/2008

# Les dimensions spatiales et temporelles

- Allouer de façon efficiente les ressources financières
  - Investisseurs internationaux
    - Fonds de pension: retraités de pays riches
    - Fonds nationaux des industries extractives: pétrole, gaz
  - Comparabilité
    - Entre entreprises d'un même secteur
    - En suivant la performance historique (tendances extrapolables)
  - En standardisant les processus d'information
    - Contenu: valorisation, enregistrement
    - Contrôle (Audit, big four)
- Une homogénéité de l'espace et du temps à reconsidérer
  - En prenant en compte les normes (formelles et informelles)
    - Exemple: structure actuelle des rapports annuels par rapport à il y a vingt ans (Renault 2022: 584 pages / 2002: 211 pages)
  - En s'interrogeant sur l'effet périmètre
    - Exemple: Stellantis (création en 2021) par fusion

# Les béances de la normalisation comptable

## 1/2

- Le cloisonnement national et les paradis fiscaux
  - Exemple Perenco
    - pas cotée en Bourse,
    - moins de 10 000 salariés,
      - Toute société qui emploie, à la clôture de deux exercices consécutifs, au moins cinq mille salariés en son sein et dans ses filiales directes ou indirectes dont le siège social est fixé sur le territoire français, ou au moins dix mille salariés en son sein et dans ses filiales directes ou indirectes dont le siège social est fixé sur le territoire français ou à l'étranger, établit et met en œuvre de manière effective un plan de vigilance
      - (LOI n°2017-399 du 27 mars 2017 - art. 1)
    - 3 000 gisements dans 14 pays,
    - chiffre d'affaires estimé à 7 milliards d'euros.
      - <https://www.usinenouvelle.com/article/cinq-choses-a-savoir-sur-perenco-le-petrolier-pointe-du-doigt-pour-ses-liens-avec-la-ministre-pannier-runacher.N2065767>)
    - Consolidated statement of comprehensive income (Londres): 562 millions £
      - <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/SC061143/filing-history>
    - Chiffre d'affaires (Paris): 206 millions €
      - <https://www.pappers.fr/entreprise/perenco-330416074>

# Les béances de la normalisation comptable

## 2/2

- Le recours aux fondations (montages juridiques)
  - Exemple IKEA
    - Inter IKEA Holding B.V. is
      - a private limited liability company under Dutch law and is registered as a financial holding
      - the ultimate parent of a group of companies that together form the Inter IKEA Group.
      - has issued 1 class A share and 125 class B shares. The class A share is held by
    - Interogo Foundation
      - holds class A share entitling to voting rights in the General Meeting (no right to a share in distributable profits and reserves)
      - . The class B shares are
    - Interogo Holding AG
      - Holds the class B shares entitling to a share in the distributable profits and reserves (no voting rights)
      - Source: Inter IKEA Holding BV Annual Report FY22, p.17
      - <https://www.inter.ikea.com/en/performance/download-financial-reports>



# La logique actuelle de la normalisation comptable

- Une question organisationnelle
  - Normalisateur = Organisation
    - Objectif de survie et de développement
- Répondre aux attentes des principales parties prenantes
  - Etats:
    - Donner l'apparence d'une réponse aux questions de société
  - Entreprises:
    - Garder la maîtrise de la politique de communication
    - Minimiser les coûts (standardiser)
  - Auditeurs et contrôleurs:
    - Faciliter le contrôle de la conformité,
    - Réduire les risques de mise en cause
- Passage des IAS aux IFRS
  - Perte de tout regard critique sur les prix du marché
    - Réduction de la « fair value » (image fidèle) à la valeur de marché
    - Concept de marché actif dans les IAS
      - Paper et Pigé (2009), p.44-46.

# Une logique alternative: Partir des acteurs (les parties prenantes)

- La nature de la partie prenante
  - Actionnaires, créanciers, fournisseurs, clients, employés, collectivités, ...
    - Des attentes diverses
    - Mais aussi des représentations différentes des phénomènes
- L'ancrage territorial et normatif
  - Un territoire = un construit
    - Autour de normes formelles et informelles communes
    - = un espace de jeu avec ses règles
  - La question des frontières
    - Comme coexistence d'espaces de jeu
    - Avec des acteurs pouvant passer d'un territoire à l'autre
    - = pouvant s'affranchir (au moins partiellement) des règles locales
- L'exigence matricielle
  - Partir des parties prenantes et des territoires
    - Exemples: protection de l'environnement ou problématique du genre
  - Reconnaître la conflictualité des normes (des règles du jeu et des valeurs)

# Conclusion: quel avenir pour la normalisation comptable internationale

- Normalisation comptable financière
  - Un engrenage sans fin
    - Vers toujours plus de technicité et de standardisation
    - Pour éviter la mise en cause de sa responsabilité
  - La perte du jugement professionnel
    - (Pour la présentation d'une l'image fidèle)
- Normalisation extra-financière
  - Une nécessité
    - Appréhender les facteurs susceptibles de compromettre le développement de l'organisation
    - = pollutions, atteintes aux droits jugés essentiels (abus)
  - Un processus contestable
    - Car se conforme au processus de normalisation comptable financière

# Bibliographie sommaire

- Pigé B. (2017), *Les normes comptables – Cadre conceptuel et gouvernance*, EMS.
- Pigé B. (2015), « La convergence internationale des normes comptables : Panoptique ou tour de Babel? », *Recherches en Sciences de Gestion*, n°106, p.67-88.
- Pigé B. (2015), « Fondements théoriques de la représentation comptable de la performance dans une approche territoriale et parties prenantes », *Prospective et Stratégie*, N°6, p.15-30.
- Paper X. et Pigé B. (2009), *Normes comptables internationales et gouvernance des entreprises*, EMS.

